

Macron a choisi Delevoye pour gérer la réforme des retraites parce qu'il fallait un salopard pour ce sale boulot

écrit par Christine Tasin | 13 décembre 2019



En apéritif, parce qu'il n'y a pas de mal à se faire plaisir, Sandrine Sarroche, excellentissime !

Chez Zemmour & Naulleau Sandrine Sarroche dans un époustouflant pastiche de la même Piaf avoue à Philippe son incompréhension de la réforme des retraites et exige le départ de Delevoye ! ☐☐ pic.twitter.com/c6PbVPMUvq

– Abbé Rézina ☐☐ ☐☐ ☐☐☐ (@Abbe_Rezina) [December 13, 2019](#)

Delevoye a oublié de déclarer un autre, poste à la SNCF ; Alzheimer ? Non, cumul de prébendes et privilèges

.

L'homme qui appelle de ses vœux 10 millions d'Africains à venir nous submerger a pris soin de se mettre à l'abri des éventuelles conséquences dramatiques de l'invasion. Des postes, des salaires, des dividendes, une fortune que je ne peux même imaginer... et qui lui permet de rembourser sans ciller 263 000 euros à un laboratoire d'idées et à un « groupe de formation »...

Fortune dont il a un peu honte, quand même, au point que son subconscient lui a soufflé de ne pas parler de ses nombreuses sinécures lui permettant de péter dans des draps de soie.

Vilain subconscient...

Mais on en apprend tous les jours !

.

La dernière en date :

INFO CAPITAL : Le haut-commissaire aux retraites siège depuis 2016 au conseil d'administration de la Fondation SNCF, qui pilote les opérations de mécénat du groupe ferroviaire, particulièrement concerné par la réforme en cours.

Au coeur du mouvement social, c'est un nouveau manquement qui fait tâche pour le haut-commissaire en charge de la réforme des retraites, Jean-Paul Delevoye. Depuis le début de l'année 2016, il siège au sein du conseil d'administration de la Fondation SNCF, chargée d'orchestrer les actions de mécénat du géant français des transports. Une fonction, qui, au même titre que son rôle d'administrateur de l'institut de formation des assureurs IFPASS, ne figure pas sur la [déclaration d'intérêts et d'activités](#) qu'il a déposée à la Haute autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP), le 15 novembre dernier.

Et pourtant, la case n°6 de la déclaration des responsables publics prévoit explicitement la mention "des participations aux organes dirigeants d'un organisme public ou privé ou d'une société à la date de l'élection ou de la nomination et au cours des cinq années

précédant la date de la déclaration". Pour Jean-Christophe Picard, président d'Anticor, "cette nouvelle omission conforte l'initiative d'Anticor, qui a demandé à la HATVP de saisir le parquet, car ces invraisemblables manquements aux obligations de déclaration doivent être sanctionnés !" À l'heure où nous écrivons ces lignes, [le procureur de Paris](#) a déjà demandé des précisions à la Haute autorité pour la transparence de la vie publique sur le défaut de déclaration d'activité de Jean-Paul Delevoye, accusé de conflit d'intérêts avec le milieu des assurances, suite aux révélations du Parisien.

[...]

<https://www.capital.fr/economie-politique/jean-paul-delevoye-a-oublie-de-declarer-un-troisieme-poste-a-la-fondation-sncf-1357694>

.

.

Complètement détaché et intègre dans la partie de bras de fer entre le gouvernement et les salariés de la SNCF (entre autres ?), Delevoye qui se rendait une ou deux fois par an aux conseils d'administration de la Fondation SNCF ? Il avait été nommé administrateur en 2016 (par qui ? Macron, alors Ministre de l'Economie ?) pour 4 ans... Il y côtoyait Patrick Jeantet, président de Kéolis, filiale de la SNCF...

.

Si on récapitule

Delevoye cumule son salaire mensuel de 10 000 euros bruts de Haut commissaire (merci Macron), avec ses pensions de retraite.

Delevoye reçoit, en sus, un salaire de 5368 euros mensuels comme président d'honneur d'un laboratoire d'idées qui lui a par ailleurs déjà payé 25 000 euros en 2016 et 40 000 euros en 2017 comme conseiller délégué général du groupe de

formation IGS. Quand je pense aux redressements fiscaux que se payent nos petits patrons et autres professions libérales, je suis verte !

Delevoye oublie de déclarer sa fonction bénévole d'administrateur dans un institut de formation de l'assurance, intéressée au premier chef par la réforme des retraites... Cet institut appartient à... IGS qui l'a donc rémunéré en 2016, 2017, 2018, 2019... d'où les centaines de milliers d'euros qu'il propose de rembourser. C'est que la loi interdit tout cumul entre fonction de membre de gouvernement et activité professionnelle... Comme si rembourser l'argent perçu changeait quoi que ce soit ! Il doit être démis de ses fonctions de Haut commissaire aux retraites, tout simplement !

En sus il a des fonctions bénévoles à la Présidence de l'Association française des orchestres et à celle de la Chartreuse Notre Dame des Près de Neuville-sous-Moontreuil... susceptibles elles aussi de faire naître un conflit d'intérêt !

.

Mais la vraie question est « pourquoi Macron a-t-il mis un tel salopard à la tête de la commission des réformes des retraites ? »

La réponse est dans la question. Parce que c'est un salopard.

Son cursus est éloquent :

De 2010 à 2015, il préside le [Conseil économique, social et environnemental](#) (CESE).

En 2015, le CESE commande un rapport pour évaluer le management du CESE après cinq années de présidence de Jean-Paul Delevoye : il est très critique, pointant du doigt une

« crise de modernisation », une « augmentation du stress et des facteurs anxiogènes », une « dévalorisation des agents », une « confusion des missions et des moyens » ou encore une suspicion de conflits d'intérêts. Le rapport, d'un coût de 30 000 euros et qui devait être publié en 2014 est finalement enterré, à la demande de Jean-Paul Delevoye selon le cabinet d'expertise¹¹.

.

Rien que cette affaire du CESE permet de traiter Delevoye de salopard...

.

Le cumul éhonté de fonctions et de prébendes en fait également un salopard se gavant sur la bête et préparant une réforme des retraites qui va pousser à quia les Français et les obliger à bosser jusqu'à un âge indu pour recevoir des clopinettes. Beaucoup de profiteurs de l'ancien régime ont perdu la tête place de Grève pour moins que ça.

.

Pour le reste, soutenir Macron et présider la commission d'investiture pour les législatives ça fait une bonne raison de plus.

.

Soutien d'[Emmanuel Macron](#) pour l'[élection présidentielle de 2017](#), il est choisi pour présider la commission d'investiture de [La République en marche](#) pour les [élections législatives de 2017](#)

Source wikipedia

.

Transparence de la vie publique, qu'il disait, le macron,

petit rigolo, va !

.